

Interview de Georges Berthoin: l'OECE, le comité Maudling et l'AELE (Paris, 22 juillet 2005)

Source: Interview de Georges Berthoin / GEORGES BERTHOIN, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Paris: CVCE [Prod.], 22.07.2005. CVCE, Sanem (Luxembourg). - VIDEO (00:06:44, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_georges_berthoin_l_oece_le_comite_maudling_et_l_aele_paris_22_juillet_2005-fr-9df9888f-f877-491f-bb1d-f64ba26fb828.html



Date de dernière mise à jour: 09/01/2020

Interview de Georges Berthoin: l'OECE, le comité Maudling et l'AELE (Paris, 22 juillet 2005)

[**Étienne Deschamps**] Revenons, si vous le voulez bien, sur l'attitude des Britanniques par rapport au projet de construction européenne. Et puisque nous sommes à Paris et, finalement, pas très loin du château de la Muette, parlons un petit peu d'une institution un peu oubliée malheureusement par certains historiens de la construction européenne, je pense bien sûr à l'Organisation européenne de coopération économique. En 1957-1958, les Britanniques ont un plan, ont un projet qu'ils traduisent à travers le comité Maudling, est-ce que vous pouvez nous rappeler de quoi il s'agissait très précisément?

[**Georges Berthoin**] Il s'agissait de créer une zone de libre-échange. L'origine de l'idée était Spaak, qui l'avait proposée aux Britanniques et puis les Britanniques n'avaient pas pris de décision sur cette proposition. Et lorsqu'ils ont vu, comme je vous le disais, à leur surprise, que le traité de Rome avait été négocié et ratifié, ils ont voulu faire... l'image qui a été utilisée, c'est que le Marché commun serait un sucre, un morceau de sucre qu'on met dans une tasse de thé britannique dans la zone de libre-échange qui serait là et petit à petit se dissoudrait dans cet ensemble-là. Et ils ont utilisé l'OECE à l'époque, comme lieu de négociation et, en même temps, ils ont tout fait, d'abord par la négociation pour qu'elle échoue, et là notre délégation a joué un grand rôle parce que – ce qui est assez amusant – nous n'avons jamais reçu, enfin, je n'ai jamais reçu d'instructions de Bruxelles. Mais, si vous voulez, les pionniers du début avaient une situation spéciale, c'est-à-dire qu'on était hors hiérarchie, pas très disposés d'ailleurs à s'intégrer et nous avons pris en compte, si je puis dire, l'affaire européenne et chacun... on se comprenait à mi-mots. Et donc, au-delà de la compétence stricte de gestion du Conseil d'association et du traité d'association pour le charbon et l'acier, je suis considéré comme étant dans une sorte d'avant-poste pour défendre les progrès européens et pour déjouer toute une série de manœuvres, fort honnêtes d'ailleurs, mais manœuvres qui correspondaient à une stratégie totalement différente de celle des Six. La proposition du comité Maudling est allée assez loin, elle était un moyen d'essayer de tenter les Six vers un système qui, à beaucoup d'égards, ressemblait au Marché commun. Il y aurait eu une élimination des quotas, des droits de douane, etc., etc. Et même les Français, à une époque ont été un peu tentés, parce que les Britanniques expliquaient, et l'ambassade ici à Paris a été très active dans ce domaine, l'ambassade britannique: pourquoi aller vers des transferts de souveraineté compliqués, l'intervention d'une autorité qui n'est plus strictement nationale, pourquoi puisque le projet de zone de libre-échange pratiquement fera la même chose, mais sans ces contraintes institutionnelles, bureaucratiques, etc., etc.? Je sais qu'à l'époque de Guy Mollet et de Christian Pineau, qui était ministre des Affaires étrangères et Guy Mollet était président du Conseil, la France a failli entrer dans ce jeu-là. Je peux vous dire – c'est un témoignage personnel – que, à la veille d'une réunion Chequers, j'ai eu l'occasion d'aller prévenir – parce qu'il y avait quelques Britanniques qui étaient des Européens convaincus, ils ne trahissaient pas leur pays, évidemment, mais ils donnaient à leur foi européenne une place exceptionnelle – donc, j'avais, en analysant les uns les autres, compris que ce qui allait être proposé à messieurs Mollet et Pineau aurait eu des conséquences négatives sur le Marché commun. Donc, ils ont été prévenus, ils ne sont pas tombés dans... ils n'ont pas pris cette direction-là. Donc, le comité Maudling a essayé au début de dissoudre ce projet, ensuite quand il a été réalisé, l'entourer, si vous voulez, et l'EFTA, European Free Trade Association, apparaissait, si je puis dire, comme une alternative au Marché commun et on allait voir quel était le système le plus performant et le plus attrayant. Donc, le comité Maudling a abouti à cette association de libre-échange et, même pour essayer de tenter de Gaulle, les Britanniques avaient suggéré que le siège de ce qu'on

appelle en français l'AELE soit au château de la Muette. Et de Gaulle a refusé en répondant: «Paris n'est pas un hôtel». Donc, ils sont allés s'installer à Genève. Et pour aller plus loin – c'est ça qui est intéressant – c'est qu'il y avait deux langues de travail, le français et l'anglais, alors que nous, nous étions déjà dans le système de toutes ces langues, etc. et il dit: «Vous voyez, c'est très naturel». Or, la seule partie de l'association de libre-échange qui parlait le français était le canton de Vaud et le canton de Genève, c'est tout! Bon, pour montrer qu'ils étaient très ouverts, etc. Donc, les deux systèmes sont entrés en concurrence et au fil du temps, le système du Marché commun s'est renforcé et le système de la zone de libre-échange s'est désorganisé tout doucement, et les premiers à l'abandonner furent les Britanniques. Donc, ils ont constaté, si je puis dire, que là encore ils s'étaient trompés et nous avions, si je puis dire, victorieusement subi l'épreuve du temps.